

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.954

Une nouvelle enquête montre une société à deux vitesses

Se nourrir : dépense principale des pauvres

3 Les ménages modestes consacrent un quart de leur budget aux produits alimentaires

Structure de la consommation selon le revenu par unité de consommation en 2011

	Moins de 632 euros	De 632 à 875 euros	De 875 à 1 220 euros	De 1 220 à 2 010 euros	Plus de 2 010 euros	Ensemble
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	24,6	25,1	20,7	15,3	14,2	18,0
Alcool et tabac	4,1	3,0	3,0	2,5	1,9	2,6
Articles d'habillement et chaussures	5,5	5,6	4,5	5,6	4,9	5,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	14,1	16,8	14,9	11,8	11,8	13,2
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,2	5,5	5,7	5,2	7,7	6,3
Santé, enseignement	1,8	1,3	1,2	1,4	2,5	1,8
Transports	13,2	13,1	18,3	20,6	20,4	18,4
Communications et services postaux	6,0	5,7	5,0	4,7	3,7	4,6
Loisirs et culture	6,5	7,0	8,1	9,0	10,4	8,8
Hôtels, restaurants, cafés	5,2	4,2	4,7	5,6	6,7	5,6
Autres biens et services	13,0	12,8	14,0	18,4	15,9	15,5
Consommation totale ¹	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Champ comptabilité nationale (hors autoconsommation).

Source : Insee, enquête Budget de famille 2011.

Les colonnes à gauche de ce tableau permettent d'avoir une estimation de la répartition des dépenses de la moitié des familles de La Réunion, celles situées sous le seuil de pauvreté en 2011. (Document INSEE)

Le 19 août dernier, le dernier indice des prix publié par l'INSEE montrait qu'à la différence de la France, ceux de l'alimentation avaient continué à augmenter entre juillet 2013 et juillet 2014: +1,3% à La Réunion. Or, c'est l'alimentation qui constitue la part la plus importante des dépenses des familles les plus modestes avec 25%. De plus, en cas de hausse des revenus pour une famille pauvre, c'est dans l'alimentation que les sommes seraient principalement dépensées. C'est ce qui ressort de l'enquête sur le budget des familles publiée hier par l'INSEE. Ces résultats datent de 2011, quand les Réunionnais avaient droit au RSTA et à la prime COSPAR. Depuis, la situation s'est aggravée. Voici des extraits de cette étude.

«La consommation moyenne des ménages réunionnais s'élève à 1 861 euros par mois en 2011, soit 16 % de moins qu'en France métropolitaine. Elle progresse de moins en moins rapidement: + 1,4 % par an entre 2006 et 2011 contre + 5,1 % entre 2001 et 2006. Trois postes principaux concentrent la moitié des dépenses: les produits alimentaires et boissons non alcoolisées,

le logement (loyer, eau, électricité, etc.) et les transports. Cependant, leur poids dans le budget ne cesse de diminuer passant de 57,0% en 2001 à 49,5% en 2011.

Le poids des produits alimentaires dans le budget des ménages diminue habituellement lorsque le revenu augmente. À La Réunion, la part des produits alimentaires et boissons non

alcoolisées (18,0%) n'a pas baissé entre 2006 et 2011, contrairement à la période 2001-2006 au cours de laquelle elle se rapprochait du niveau métropolitain. Le rattrapage du niveau de vie favorisait ce rapprochement mais il s'est interrompu depuis 2009. Aussi, les dépenses en produits alimentaires pèsent toujours plus dans le budget des ménages réunionnais

que dans celui des ménages métropolitains (16,3%). Néanmoins, le montant des dépenses alimentaires (334 euros par mois) reste inférieur de 7% à celui des ménages métropolitains malgré des prix nettement plus élevés à La Réunion.

La nourriture avant l'épargne

Signe des difficultés quotidiennes des Réunionnais et de leur incertitude pour l'avenir, 20% des ménages (trois points de plus qu'en 2006) choisiraient en priorité d'épargner s'ils disposaient d'un supplément de revenus de 10%. Les ménages les plus modestes utiliseraient ces revenus supplémentaires prioritairement pour des achats de produits alimentaires, premier choix pour 28% d'entre eux devant l'épargne (17%). Ils consacrent déjà à l'alimentaire une part plus importante de leur budget que les ménages plus aisés (25% contre 14%). Cette part a augmenté de plus d'un point entre 2006 et 2011.

Automobile : 42% de hausse en 5 ans

La part des dépenses de transports est restée stable entre 2006 et 2011 (18,4%). Les frais d'utilisation de véhicules personnels (entretien, carburant, etc.) ont augmenté de 42% par ménage sous l'effet d'une forte hausse des dépenses en carburant (+ 55%). Ils sont au même niveau qu'en France métropolitaine (151 euros par mois). En revanche, les achats de véhicules ont chuté de 32% et s'établissent à 125 euros par mois (75% du niveau métropolitain).

25% du budget pour le loyer

La part du budget allouée au logement diminue, passant de 15,6 % en 2006 à 13,2 % en 2011 (15,6 % en métropole). Les ménages locataires y consacrent une part plus importante (un quart du budget), avec un montant moyen de loyer de 502 euros par mois en 2011. Le poids des loyers réellement payés (reste à charge) dans le budget des ménages diminue fortement (- 15 %) du fait d'une augmentation des allocations logement versées. Au total, les ménages réunionnais consacrent la moitié de leur budget aux trois principaux postes de dépenses que sont l'alimentation, le

logement et les transports, un ratio en baisse. En effet, les Réunionnais diversifient leur consommation, les dépenses en ser-

vices de communications, restauration, hôtels, loisirs ou autres biens et services progressant fortement.

Les plus aisés consomment 3,4 fois plus que les plus modestes

Le niveau des revenus explique en grande partie la structure de la consommation. L'âge de la personne de référence du ménage ou le fait de posséder son logement influencent aussi la consommation, mais sont en partie liés aux revenus.

Les 20% de ménages les plus aisés consomment en moyenne 3 406 euros par mois contre 1 008 euros pour les 20% les plus modestes, soit 3,4 fois plus.

Ce rapport est plus important qu'en France métropolitaine (2,4). Les 20% de ménages les plus aisés ont pratiquement le même niveau de consommation à La Réunion et en France métropolitaine. En revanche, l'écart est important pour les plus

modestes. Les 20% de ménages métropolitains les plus modestes consomment 1,4 fois plus que les ménages réunionnais les plus modestes. Les deux premiers postes de consommation des ménages les plus modestes sont les produits alimentaires (24,6% de la consommation totale) et le logement (14,1%) tandis que les plus aisés privilégient les transports (20,4%) et les biens et services divers (services de soins personnels, services de protection sociale, assurances: 15,9%).

Les familles monoparentales et les personnes âgées ont des dépenses par unité de consommation plus faibles que la moyenne, inférieures respectivement de 29% et de 25%.

Moins d'une famille sur deux abonnée à Internet

Le taux d'abonnés à internet reste en deçà de celui des ménages métropolitains (46% contre 56%) mais il a progressé très rapidement (il était de 23% en 2006) et dans toutes les couches de la société. Les 20% de ménages les plus modestes accèdent. Désormais à une connexion internet avec un taux d'abonnés de 28%, contre seulement 3% en 2006. Ce taux reste néanmoins très faible par rapport à la France métropolitaine où 43% des ménages les plus modestes sont équipés. L'écart est encore plus important entre les ménages réunionnais les plus aisés, abonnés à 77%, et les plus modestes. Le haut-débit s'est généralisé, puisque 91% des ménages

abonnés en sont pourvus en 2011 contre 37% en 2006.

Les dépenses en communications (internet, téléphone, etc.) sont plus élevées dans les DOM qu'en France métropolitaine même si la différence est moins marquée à La Réunion: les ménages réunionnais dépensent en moyenne 82 euros par mois en service de téléphone et d'internet contre 69 euros pour les ménages métropolitains et 86 euros pour l'ensemble des DOM. Les dépenses pour les services de télévision (location, abonnement) sont également plus importantes, avec 28 euros par mois à La Réunion contre 20 euros en France métropolitaine.

Dépenses pré-engagées : 29% de la consommation

Les dépenses pré-engagées sont composées des dépenses de consommation liées à des contrats auxquels le ménage ne peut se soustraire à court terme. Elles représentent 29% de la consommation totale et sont stables depuis 2006. Au sein de ces dépenses pré-engagées, la part des dépenses de logement baisse tandis que le poids des assurances et surtout des abonnements téléphone, internet et télévision progresse.

Équipement en automobile: reflet des inégalités

Le taux d'équipement en automobiles stagne: 70% des ménages possèdent au moins une automobile à La Réunion comme en 2006, niveau qui reste inférieur à celui de France métropolitaine (82%). Pour les 60% de ménages les plus modestes, l'écart d'équipement automobile avec la métropole est encore plus important (54% contre 75%).

Édito

«La Réunion» a disparu de la COI

A plusieurs reprises, nous avons consacré un papier à la COI et rappelé nos relations singulières à l'intérieur de cet ensemble d'îles. Nous avons rappelé la genèse de cette organisation, qui dure maintenant depuis 3 décennies. Même si des critiques ont été apportées à ses résultats, l'initiative est reconnue comme historique. Du reste les JIOI sont un témoignage de l'existence d'une communauté indiaocéanique qui ne demande qu'à s'affirmer sur tous les plans.

A la base, il y a eu la réflexion des partis et organisations progressistes de la zone, dont le PCR. Et, dès que l'occasion s'est présentée, il fallait démarrer l'installation d'un cadre institutionnel. Il a pris le nom de Commission de l'Océan Indien. Plusieurs fois tiraillée par d'autres structures comme l'Indian Océan Rim ou par le COMESA, la commission a résisté. A son actif on peut citer la plate forme d'intervention de la PIROI qui a montré son utilité en période de catastrophe naturelle. La COI est donc un outil de concertation tout azimut et de mutualisation des moyens. Elle est une réponse originale de sortie de l'exclusive coloniale par le développement des relations transversales entre nos îles. La Réunion y tient parfaitement sa place, notamment dans la création d'un marché économique qui réduira les frais d'approche des marchandises, et donc l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Que s'est-il passé pour que lors du dernier Sommet, à Moroni, il n'est fait aucune mention de La Réunion dans la déclaration finale? La Réunion est officiellement présente depuis la 2e Conférence. Qui a pris la responsabilité de gommer notre réalité géographique? Il est dommage que le Président de

la République Française, sensé nous représenter, ait préféré mettre en avant la défense des intérêts français au lieu de réaffirmer la présence réunionnaise. François Hollande a mis en avant l'effacement de la dette des Comores et il a créé l'inévitable polémique sur la question de Mayotte. Il a déclaré que la France va apporter son aide aux projets de la COI, notamment via l'Agence Française de Développement (AFD). Mais quid de La Réunion? Pas un mot. Pire, il est dit que l'Accord de Partenariat Economique (APE) va connaître une accélération pour que l'Accord Intérimaire devienne définitif. Tout cela se passe sans La Réunion.

Mais le plus grave dans la déclaration finale du Sommet, il est écrit que La France aura «un statut d'observateur». Ainsi, tout le rêve d'une communauté indiaocéanique solidaire vient de voler en éclat devant la stupidité du représentant de la France qui s'est substitué aux Réunionnais. L'esprit colonial a du mal à se dissiper sous le crâne des gouvernants parisiens qui mélangent coopération bilatérale entre Etats et coopération de voisinage entre les îles. Voilà au moins une raison supplémentaire pour réclamer un statut spécifique qui ne soit plus un corset qui nous empêche de réaliser un véritable projet de co-développement avec nos voisins. Il faut rétablir la place de La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Bientôt un vote de confiance à l'Assemblée nationale

Changement de gouvernement en France

Le Premier ministre Manuel Valls a annoncé la démission du gouvernement, lundi 25 août, après les récentes déclarations des ministres de l'économie et de l'éducation, dimanche 24. Cette annonce, qualifiée de «séisme politique», était à prévoir. Dans la foulée, le président de la République a demandé à Manuel Valls de constituer un nouveau gouvernement.



Les députés venus saluer jeudi François Hollande à sa descente d'avion vont être au pied du mur, ils devront dire s'ils votent la confiance ou pas au prochain gouvernement.

En juillet 2013, c'est l'ancienne ministre de l'écologie, Delphine Batho qui avait été la première à être remercié par François Hollande pour ses déclarations contre les coupes budgétaires mises en place par le gouvernement. Quelque mois plutôt, François Hollande avait répondu à Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et Cécile Duflot: «le cap qui a été fixé, je n'en changerai pas. Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique du gouvernement». La dernière aura également été licenciée.

Une solidarité gouvernementale à tenir

Dans une interview accordée au quotidien Le Monde, le 20 août 2014, François Hollande avait assuré qu'il fallait «aller plus vite et plus loin» dans les réformes. Dans les colonnes du jour-

nal, le chef de l'Etat avait assuré: «J'ai fixé un cap, c'est celui du pacte de responsabilité», afin de «moderniser notre économie en améliorant la compétitivité et en soutenant l'investissement comme l'emploi».

Contesté par l'aile gauche du Parti Socialiste, la politique de François Hollande est remise en cause pour sa direction libérale. Opposé au Pacte de responsabilité et de solidarité, les députés socialistes frondeurs ont dénoncé la politique d'austérité mise en place par François Hollande. Cette politique a également été contestée par certains économistes et Thierry Mandon, secrétaire d'Etat, chargé de la réforme de l'Etat, qui ont demandé un rééchelonnement de la dette.

Suite à ces remarques, le chef de l'Etat avait assuré dans Le Monde que «c'est ensemble que nous réussiront», «les choix ne peuvent être rediscutés à

chaque fois qu'un indice trimestriel est connu». 24 heures après ces déclarations, le Premier ministre Manuel Valls a convoqué les ministres et secrétaire d'Etat afin de travailler autour de quatre axes: «les investissements étrangers, la promotion du tourisme, l'importance d'accueillir les talents de notre pays et la mobilité européenne». Le but était alors de maintenir le cap politique et éviter la contestation.

Attaques d'Arnaud de Montebourg

Les propos tenus par François Hollande, sur la «solidarité envers le gouvernement» ont été répétés à de nombreuses reprises et pourtant, ils n'ont

pas été entendus par Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie et du Redressement productif. Dans une tribune publiée le 21 août dans *Le Monde*, le ministre avait appelé à «faire évoluer nos choix politiques». Pour ce dernier, le gouvernement devait «apporter des solutions alternatives», à la politique actuelle, jugée austère. Pour Arnaud Montebourg, «il faut donner la priorité à la sortie de crise et faire passer au second plan la réduction dogmatique des déficits, qui nous conduit à l'austérité et au chômage». Principal contestataire au sein du gouvernement de la politique menée par François Hollande, le ministre avait mené la charge contre l'Union européenne, raison des problèmes budgétaires, «avec l'accumulation des plans d'austérité dans l'Union», et monétaires, car «la BCE doit changer de braquet et se mettre à faire ce que font toutes les banques centrales du monde, notamment des pays qui ont sur faire repartir la croissance, à savoir racheter de la dette publique». A cette date, Arnaud Montebourg avait assuré ne pas se situer dans l'hypothèse d'une démission. «Je suis à mon poste de combat pour faire évoluer des politiques qui méritent d'être changées», avait-il indiqué.

Pour une nouvelle politique

Cependant, face au silence des intéressés, François Hollande et Manuel Valls, le ministre de l'Économie et du Redressement productif a réitéré son discours lors de la Fête de la Rose, dimanche 24 août à Frangy-en-Bresse. Arnaud Montebourg a dénoncé la promesse du gouvernement de remettre l'économie en mouvement, qui «n'a pas été tenue, l'honnêteté oblige à le reconnaître. Je le dis tous les jours au Premier ministre, au président, au gouvernement: il faut tirer immédiatement les conclusions de cet appel mondial à changer de politique» a-t-il assuré lors de son allocution dimanche.

Une déclaration saluée par son homologue du ministère de l'Éducation, Benoît Hamon, qui a lui aussi appelé à un retour à une politique favorisant le pouvoir d'achat des ménages français. Les deux hommes ont proposé de redistribuer un tiers des 50 milliards d'économies prévues. Pour sa part, Benoît Hamon a assuré que lui et Arnaud Montebourg n'étaient «pas loin des frondeurs du PS».

Ce dernier a assuré qu'il y avait «aujourd'hui un débat, qui existe en raison de faits nouveaux: l'isolement de Madame Merkel, la menace de la déflation. Et ce débat, il justifie (...) d'être mené. On le fait en parfaite

loyauté». «Nous, ce qu'on veut, c'est la réussite de la gauche, avec des députés qu'ils soient frondeurs ou pas frondeurs, c'est notre seule obsession à Arnaud Montebourg et moi», a ajouté le ministre de l'Éducation ajoutant qu'"on peut avoir un avis, une conviction, l'exprimer et être loyal».

Le couperet tombe

Hier lundi, au lendemain des déclarations des deux ministres, Manuel Valls a déposé auprès de François Hollande, la démission de son gouvernement. «Le chef de l'État lui a demandé de constituer une équipe en cohérence avec les orientations qu'il a lui-même définies pour notre pays. Sa composition sera annoncée dans la journée de mardi», a indiqué le communiqué de la présidence.

Des réactions vives

Suite à l'annonce du remaniement gouvernement, de nombreuses personnalités politiques et syndicales ont fait part de leur avis vis-à-vis de cette crise politique.

Dans un communiqué, Eric Coquerel et Raquel Garrido, secrétaires nationaux du Parti de Gauche, ont assuré que «c'est le peuple qui doit dire s'il a confiance: le Parti de Gauche exige donc un retour immédiat aux urnes.» Le parti de Jean-Luc Mélenchon a précisé que «non seulement sa (celle de François Hollande, ndlr) politique ne fonctionne pas mais en réalité elle ne dispose plus de majorité.» Revenant sur l'accélération des réformes, pour le PG, le président de la République «entraîne le pays dans une voie suicidaire socialement mais aussi démocratiquement», ajoutant que «ce n'est pas d'un remaniement à huis clos que viendra la solution, mais du peuple lui-même».

De son côté, le frondeur socialiste, Pouria Amirshahi, a prévenu l'exécutif contre une «erreur stratégique»

Pour le Premier ministre, «une ligne jaune a été franchie» par le ministre de l'Économie. Selon les déclarations obtenues par *Le Monde*, Matignon a assuré qu'un ministre de l'Économie «ne peut pas s'exprimer ainsi, que ce soit sur la ligne économique du gouvernement auquel il appartient ou à l'égard d'un partenaire européen de la France», en référence aux propos tenus contre l'Allemagne, accusée d'être responsable des politiques d'austérité conduites dans la zone euro.

D'après l'Agence France Presse, Manuel Valls aurait tapé du poing sur la table, pour renvoyer le ministre de l'Économie, d'après son entourage, le Premier ministre aurait déclaré à François Hollande: «C'est lui ou moi. Si tu refuses, ce sera sans moi». Raison pour laquelle, François Hollande a demandé au Premier ministre de «composer un nouveau gouvernement».

Céline Tabou

voire une «faute politique». Ce dernier a expliqué sur *L'Express.fr*, que «François Hollande va à rebours du réflexe normal d'un président de la République à la tête d'une démocratie apaisée, qui doit écouter les alertes lancées par les faits, par certaines voix de son camp et par les électeurs. S'il les ignore, il commet une erreur stratégique et une faute politique».

La ministre de la Culture et de la Communication Aurélie Filippetti a déclaré lundi qu'elle ne serait «pas candidate à un nouveau poste ministériel», préférant «la loyauté à ses idéaux» au «devoir de solidarité» gouvernementale. Dans un courrier transmis à l'AFP, la ministre proche d'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon a expliqué qu'il y a «un devoir de solidarité, mais il y a aussi un devoir de responsabilité vis-à-vis de ceux qui nous ont fait ce que nous sommes». Ajoutant «depuis deux années, malgré les difficultés, je n'ai jamais manqué à la solidarité gouvernementale ni à la loyauté», cette dernière a assuré n'avoir jamais prévalu «un quelconque intérêt personnel sur l'engagement personnel».

Arnaud Montebourg a repris sa liberté

Pour sa part, Arnaud Montebourg a de nouveau dénoncé lors d'un point presse lundi les politiques d'austérité qui «ne marchent pas». Ce dernier a ainsi expliqué que «la France et l'Europe vivent une crise sans précédents. Grave, destructrice et longue. Le monde entier nous presse de cesser ces politiques absurdes...» D'autant plus qu'il est «désormais établi, connu, acquis et partagé que les poli-

tiques d'austérité, de hausses d'impôts ou de réduction excessives des déficits publics sont la cause de la prolongation de la crise économique et des souffrances inutiles de la population européenne». Il a assuré que les politiques d'austérité étaient «injustes, car elles frappent les classes populaires, plombent leur pouvoir d'achat».

Une ville abritant un camp d'entraînement de la police investie

Boko Haram déclare «califat»

Le groupe Boko Haram pourrait avoir enregistré un premier succès dans sa tentative d'établir une République islamique dans le pays laïc, après que le chef de la secte, Abubakar Shekau, a déclaré la ville assiégée de Gwoza au nord de l'Etat de Borno, un «califat islamique».

Selon la presse nigérienne du lundi, Shekau a fait cette déclaration dans une nouvelle vidéo qu'il a adressée dimanche à un groupe restreint de journalistes dans l'Etat de Borno, quatre jours après que des hommes armés soupçonnés être membres du groupe insurrectionnel ont envahi la ville, qui abrite le camp d'entraînement de la police mobile du pays.

Le 20 août, des hordes d'hommes armés ont attaqué Gwoza et le camp de formation de la police, après que leur première attaque a été repoussée le 7 août. La police a déclaré que la dernière attaque a duré plusieurs heures, mais les assaillants l'ont finalement remporté et ont hissé leur drapeau sur la ville.

Le porte-parole de la police, Emmanuel Ojukwu, a indiqué que 35 officiers de police des 100 signalés à l'origine par

une partie de la presse locale, ont été portés disparus après l'attaque.

«La partie de recherche et de secours lancée immédiatement a localisé et mis en sécurité tous les officiers de police de l'école de formation au moment de l'attaque. Jusqu'à présent, trente-cinq policiers qui manquent toujours à l'appel à la suite de la dernière attaque sont recherchés avec des perspectives très prometteuses de les localiser», a déclaré M. Ojukwu dans un communiqué.

Boko Haram a intensifié ses combats dans le nord du pays majoritairement musulman et semble prendre territoires après territoires, même si une partie du nord est sous état d'urgence qui a nécessité un déploiement massif de troupes vers la zone.

La presse locale a rapporté qu'après Gwoza, les insurgés ont également pris

plusieurs villages frontaliers dans la zone du conseil de Madagali dans l'Etat d'Adamawa.

Au même moment, l'armée nigérienne a raillé la déclaration faite par le chef de Boko Haram, le qualifiant de "vide". Le porte-parole de l'armée, le major général Chris Olukolade, déclaré dans un communiqué: «La déclaration est vide. L'intégrité territoriale de l'Etat nigérien est encore intacte».

«Tout groupe terroriste réclamant une partie du pays ne sera autorisé de sortir avec cette expression d'illusion et de criminalité. Des opérations militaires appropriées pour la sécurisation de cette région des activités des bandits sont en cours», affirme l'armée nigérienne.

Burundi

Ebola fait peur

La province de l'Equateur n'est certes pas la porte à côté du Burundi dont elle est distante de plus de 500 kilomètres, mais tout peut arriver face à ce volatile et insaisissable virus qui prend source et porte le nom d'un fleuve congolais, commentait-on lundi dans les conversations de rue à Bujumbura.

Du côté des autorités sanitaires, la sérénité reste par contre de mise et aucune mesure exceptionnelle, comme la fermeture des frontières n'est pour le moment envisagée.

La ministre de la Santé publique, Mme Sabine Ntakarutimana, est revenue plutôt, lundi, sur des mesures renforcées qui ont été à ce jour prises au niveau de l'aéroport international de Bujumbura depuis que le virus mortel fait des ravages dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et pouvait arriver également au Burundi par le biais des voyageurs.

Une clinique mobile a été installée dans les enceintes de l'aéroport international de Bujumbura qui est l'unique point d'entrée et de sortie pour les vols inter-

nationaux au Burundi.

Des médecins sont prêts à intervenir sur des cas suspects en les mettant en quarantaine, tandis que les voyageurs sont tenus de remplir, en plus des fiches habituelles des services d'immigration, un questionnaire pour connaître la provenance du passager et ses antécédents

Di sak na pou di

Info ou Intox?

Didier Robert, président de la région Réunion n'a pas jugé bon d'assister au 4e sommet de la commission de l'océan indien le 23 Aout dernier. Des travaux très importants pour la coopération inter-iles se sont donc déroulés sans lui. Comment se fait-il, alors que dans le Quotidien du 25 Aout, sous le titre «le printemps indiaocéanique» trône sa photo aux cotés du président seychellois, James Michel?

Photo prise à la Région avec entre

en matière de santé.

Le ministre Ntakarutimana a également fait état de dépliants en cours de multiplication pour servir d'outils de sensibilisation des populations aux règles élémentaires de prévention contre la maladie.

Deux hôpitaux de référence sont également en état d'alerte à Bujumbura, la capitale du Burundi, et ont été équipés en personnels et matériels pour prendre en charge d'éventuelles victimes d'Ebola, avec l'appui de l'organisation mondiale de la santé (OMS), selon toujours la ministre Ntakarutimana.

parenthèse la mention «photo d'archives». Il n'empêche que c'est induire les lecteurs en erreur et par là même essayer de réparer l'affront fait par le président de région à tous les chefs d'état présents à cette commission. En plus, dans l'article il n'est jamais fait mention de son absence.

Info ou intox? Je pencherai plutôt pour l'intox.

Marie-Hélène Berne

L'école de la nuit (6)

La Grande Chaloupe

Tous trois fixent une forme fluorescente, bleutée et flottante, en hauteur; ça a une forme arrondie.

«Qu'est-ce que c'est que ça?...

-Un œil de cyclope, peut-être...

-L'ombre d'un œil de cyclope...»

Dans cette obscurité, c'est comme s'ils étaient observés brusquement par cette chose, comme si c'était vivant.

«Le vent s'engouffre par là. Écoutez... C'est ça qui fait ce bruit.

-L'autre bruit derrière, c'est le passage des voitures sur la quatre voies, dit Toilianti.

-Une bouche d'aération... Libre à vous de poursuivre, mes amis. Moi, je vais escalader, passer par ce trou et redescendre de l'autre côté. Je rentre à La Possession par l'extérieur.» On sent dans le timbre de sa voix que Sigismond sourit. «Sitôt que je passe de l'autre côté, je vous envoie la lampe, o.k.? C'est voté; amusez-vous bien.»

Sans que les autres aient pu dire quoi que ce soit, il fixe la lampe à sa ceinture, faisceau tourné vers le haut de sorte à éclairer la paroi et à en accentuer les reliefs. Il commence à chercher ses prises, ce qui n'est pas trop difficile compte tenu de la façon dont a été percé le tunnel. Il monte par à coups. Toilianti est muette, peut-être est-elle furieuse, ou dubitative – ou hésite-t-elle entre ces deux senti-

ments. Lukas distingue une forme noire, là-haut, qui remue; il tente de dire quelque chose.

Sigismond lui répond par un signe de tête signifiant qu'aucune discussion n'est possible, que cela ne le fera pas revenir. Et il monte avec aisance. Il s'arrête à mi-hauteur pour grogner:

«Ah, c'est pas vrai!

-Qu'est-ce qu'il y a?

-Des toiles d'araignée partout. Je déteste ça!... C'est le bouquet, il ne manquait plus que ça...»

La voix de Lukas lui parvient: «Tu vas te trimbaler des araignées dans les cheveux, le film d'horreur.

-Oh, ça va! N'insiste pas!...», ahane-t-il en montant.

-C'est toi qui a voulu passer en premier, Sigismond!», tacle la jeune fille.

Prise après prise, d'une main toujours plus haute, le garçon s'élève et se rapproche de la sortie. Il est d'autant plus sûr de son geste, qu'il déteste le noir hasardeux du tunnel. Là, il peut se rattaché à quelque chose de solide, de certain. Mais voilà que le tout se brouille, menace, c'est violent, rapide. Au-dessus de sa tête, un bruit de froissement, amplifié par l'écho et l'obscurité, quelque chose qui s'agrippe à ses cheveux. Il s'est recroquevillé d'un coup sur la paroi, son pied ripe, il lâche prise, chute dans le noir. Les autres entendent:

«...MERDE, FOUTOR...!»

L'obscurité est totale. La lampe a heurté la roche dans le vacarme, la lumière a basculé, s'est décrochée de sa taille. Elle s'est éteinte d'un coup dans un rebond. Lukas et Toila ont entendu le bruit mat que fait une moque qui heurte un rocher.

Il n'y a plus que des éclats de voix, des bruissements de vêtements, des cailloux bousculés, une lutte dans le noir.

«MA LAMPE, OÙ ELLE EST?

-Attends, on cherche...

-Tu t'es fait mal?, fait la voix de la jeune fille.

-Putain, oui...

-Attends, je sors mon portable.»

Lukas tient son téléphone, la lumière est très pâle. Sigismond se regarde les coudes, des éraflures. Il se plaint: son Lacoste s'est déchiré.

Lukas tend la main vers Sigismond pour le relever.

«Eh, ça va!... Je ne suis pas handicapé, qu'est-ce que tu crois?!...»

Il sent que c'est sa propre statue qui s'est effondrée avec lui, et c'est peut-être ça qui lui fait le plus mal.

Jean-Charles Angrand

(Suite au numéro de mardi).



Otè!

Lo respé la parol doné, sa i figir pa dann lo vokabilèr prezidansyèl !

Zot i pé dir amoin koman in boug i fé in promès sèryé, an piblik, dann in kanpagn éléktoral nana solman dé z'ané épi dé z'ané apré li fé konmsi li la zamé promète arien. Li éskiz pa li, li di pa lé pa posib pars sosi ou sinonsa sola... Li lé pa la èk sa! Ou lé mèm a d'mandé si lo boug sé lo mèm, si par égzanp in pé la pa lav son sèrvo, si par égzanp li lé pa dann in n'ot vi. An plis ké sa, lo boug lé sinik vèy pa koman. li fé lo joli dan la télé, lo kèr gronouy i kroas dann son lantouraj, désèrtin journalis péi i trouv li la promète in bonpé z'afèr pou La Rényon épi zot i afish sa an promyé paz siouplé. In gran l'afish bien prezanté, bien koloré. Konm di in kamarad Le Port, i diré, bann média lété anéstézyé!

Biensir, mi vé parl la vizit François Hollande. In vizit la bien kontant ali vi k'li la trouv la shalèr dan la manyèr l'akèy ali. Bon pou sa mèm!

Solman sak lé pli grav sé ké prezidan-la na poinn respé pou la parol doné. Li la donn parol dann son diskour Sin-Loui épi li fé konmsi sa la pa inportan ditou. Pètète in pé sar kontan d'in n'afèr konmsa. Pètète zot va dir bann kominis la pran in boush ta gèl, Mèm pa troi minit apré ké son l'aviyon la poz Pierfon. Kosa li la di? Li la di La Rényon la pa bézoin in program éspésyal, é i sifi d' aplik lo mèm métod k'i aplik laba dan La Frans. La pa bézoin invant in plan pou La Rényon. Kontinyé konmsa, lé sir v'ariv in bon rézilta... Pou bann zéléksion i ariv? Sansa pou lo dévlopman? Dévlopman: sa la pa in mo i figir dann son vokabilèr. Ousa i lé l'otonomi dann l'énèrji... na pi. Ousa i lé l'otiosifizans alimantèr... na pi non pli. Ousa i lé lo tram-trin... pèrdi dann brouyar l'ané 2012. Mi vé pa parl lo rès pars sé konm k'i diré dann in n'ot vi, mèm dann in n'ot dimansion.

Dakor si lé konmsa! Dakor si bann zéléktèr i arsign in shèk an blan pou li! Mé si la pa signé, si li lé kandida, li pé atann ali in koréksion konm li la zamé gagné é tout sak i bate la min zordi, i pé atann azot, zot osi, k'i anvoy azot dingé... In shèf d'éta, san konplèks konmsa, li lé paré pou li trok langaz èk ninport ki. Bann patron k'i pran zot ti dézéné avèk li, tansion pangar sa i rès pri dann zot ti gozyé. Mi di sa konmsa, pou lo ka ou zot i koné pa kisa zot na a fèr. Yèr, zordi, konm domin, lo respé la parol doné, sa i figir pa dann lo vokabilèr prezidansyèl!

Justin

NB In pti mo pou la rout: In mo i rovien dann mon léspri sé lo «datura». Sa in plant danzéré sa! Si ou i gingn bien travay ali, li anéstézyé n'inport kisa. Li lé riskab andor n'inport de ki... I parétre désèrtin tizanèr i tiliz sa pou anéstézyé d'moun, kisoï an tizane, kisoï an poud, kisoï an mélanz avèk d'ot shoz, mé léfé lé garanti. Lo viktime i rann pa li kont de riyin.